



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 13 mars 2025

Les droits de douane de 25 % imposés par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium sont entrés en vigueur ce mercredi 12 mars et pourraient impacter 6,8 % des exportations totales mexicaines à destination des États-Unis.

LE CHIFFRE A RETENIR

6,8 %

Pourcentage des exportations totales à destination des États-Unis ciblées à partir de 12 mars

Cette mesure s'ajoutera au tarif général de 25 % déjà appliqué par les douanes américaines sur les produits mexicains qui ne respectent pas les règles de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (T-MEC ou USMCA). Une clause incluse dans les décrets d'application des droits de douane sur l'acier et l'aluminium stipule toutefois qu'ils ne s'appliqueront pas aux produits transformés dans d'autres pays mais utilisant de l'acier ou de l'aluminium qui a été « moulé et coulé » aux États-Unis.

Les données des importations américaines pour 2024 montrent que la Chine aurait l'impact tarifaire le plus important, avec un commerce potentiellement affecté de 38,5 Mds USD, suivie par le Mexique (34,8 Mds USD) et le Canada (34,1 Mds USD). En détail, les exportations mexicaines concernées par les droits de douane entrés en vigueur ce mercredi se répartissent de la façon suivante : acier (3,5 Mds USD), dérivés de l'acier (8,0 Mds USD), aluminium (397 M USD) et dérivés de l'aluminium (22,9 Mds USD). À moyen terme, les industriels craignent une baisse de la compétitivité des entreprises mexicaines face aux producteurs américains, notamment dans le secteur de l'automobile.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La présidente Claudia Sheinbaum a annoncé qu'elle attendrait le 2 avril pour décider de l'application de droits de douane réciproques sur l'acier et l'aluminium, soutenue par son ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, qui a déclaré lors de la conférence de presse de ce jeudi 13 mars au Palais national, que d'ici cette date, **le Mexique agira avec « sang-froid et fermeté » pour obtenir le meilleur accord sur les tarifs douaniers avec Donald Trump.** Le 2 avril est un jour clé car il marquera la fin des négociations pour éviter l'application des tarifs généraux de 25 % sur toutes les importations mexicaines, y compris celles couvertes par l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC ou USMCA), après leur suspension pour un mois annoncé le jeudi 6 mars, et l'entrée en vigueur de la politique de droits de douane réciproques annoncée par l'administration Trump. La présidente a rappelé que son gouvernement maintient un dialogue ouvert et respectueux avec les États-Unis et les secteurs industriels concernés au Mexique. Afin de négocier l'application immédiate des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, s'était rendu à Washington ce lundi 10 février, accompagné du vice-ministre au Commerce extérieur, Luis Rosendo Gutiérrez, pour rappeler notamment que le Mexique est structurellement déficitaire dans le commerce de ces matériaux avec son voisin du nord (déficit de -6,8 Mds USD en 2024 selon le *Bureau of Census* américain). Ce jeudi 13 mars, M. Ebrard a annoncé que le gouvernement mexicain « ne prendra pas de décisions intempestives » et que le dialogue sera quotidien. Le vice-ministre mexicain au Commerce extérieur, Luis Rosendo Gutiérrez, tiendra notamment des réunions avec Washington dans les prochains jours. Cherchant à rassurer les industriels des secteurs visés par les droits de douanes sur l'acier et l'aluminium, le ministre Ebrard a annoncé que dès vendredi, le gouvernement mexicain entamera un processus de consultation avec les représentants des principales industries de l'acier, de l'automobile et de l'électroménager. Il a en outre rappelé que les mesures tarifaires sur l'acier et l'aluminium prises en 2018 par la première administration Trump n'avaient pas entraîné une délocalisation des entreprises manufacturières vers les États-Unis.

La Bourse mexicaine a enregistré une forte baisse ce lundi 10 mars, suivant la tendance des marchés américains, alors que l'incertitude autour des politiques commerciales de Donald Trump pèse sur l'appétit pour le risque. L'Indice de Prix et Cotations (S&P/BMV IPC) a reculé de 2,11 %, atteignant 51 726 points, son plus bas niveau en un mois. De son côté, l'indice FTSE-BIVA a perdu 2,27 %, s'établissant à 1 045 points. Les marchés ont été affectés par les craintes croissantes d'un ralentissement économique aux États-Unis, alimentées par les récents propos de Donald Trump, qui a évoqué une possible « période de transition » pour l'économie américaine, sans exclure un risque de récession. Lundi, les indices de Wall Street

avaient lourdement chuté, le Nasdaq plongeant de 4 %, sa pire performance depuis septembre 2022, tandis que le S&P 500 et le Dow Jones reculaient respectivement de 2,8 % et 2,08 %. Sur le marché mexicain, la compagnie aérienne Volaris a subi la plus forte correction avec une chute de 9,18 %, suivie de José Cuervo (producteur de tequila), qui a perdu 4,81 %. Le secteur privé devrait rester attentif aux développements de la politique commerciale américaine et aux nouvelles données économiques qui pourraient influencer les marchés dans les prochains jours.

Devant près de 350 000 personnes réunies sur la place centrale de la capitale mexicaine, le Zócalo, ce dimanche 9 mars, la présidente Claudia Sheinbaum a présenté une stratégie en cinq points pour renforcer l'économie nationale face aux menaces répétées d'imposition de droits de douane par l'administration Trump. Accompagnée de ses partisans, de membres du gouvernement, de presque tous les gouverneurs du pays, dont six de l'opposition, et de représentants des milieux des affaires, la présidente C. Sheinbaum a rappelé que, grâce aux négociations, la suspension des droits de douane généralisés de 25 % sur les produits couverts par le T-MEC imposés par l'administration américaine a été obtenue pour un mois supplémentaire, tout en affirmant que le Mexique ne peut renoncer à sa souveraineté. Une stratégie économique qui se décline en 5 grands axes a également été présentée au Zócalo ce dimanche. Afin de « *renforcer l'économie fondée sur l'humanisme mexicain* » la présidente mise sur (i) le renforcement du marché intérieur grâce à la hausse du salaire minimum et du pouvoir d'achat de la population ; (ii) l'augmentation de l'autosuffisance en matière alimentaire et énergétique ; (iii) la promotion des investissements publics (train, eau, logement...) ; (iv) la promotion de la production nationale dans le cadre du *Plan México* présenté en janvier dernier ; (v) la consolidation des programmes sociaux. L'augmentation du salaire minimum et le renforcement des programmes sociaux, tels que les pensions et les bourses d'études, devraient se voir allouer un budget de près de 50 Mds USD d'ici 2026, selon la présidente qui souhaiterait que les programmes sociaux atteignent 2,5 % du PIB et que le salaire minimum soit suffisant pour couvrir 2,5 paniers alimentaires de base.

L'incertitude économique continue de peser sur le climat des affaires au Mexique, d'après la dernière Enquête sur les attentes du secteur privé, publiée par la Banque centrale du Mexique (Banxico). Si la part des analystes anticipant une détérioration du climat des affaires au cours des six prochains mois a reculé à 53 % en février, contre 59 % en janvier, cette opinion demeure dominante. En parallèle, 35 % des experts estiment que la situation restera inchangée, un chiffre en hausse par rapport au mois précédent (26 %). Concernant l'évaluation de la conjoncture actuelle, 92 % des analystes jugent que l'économie n'a pas progressé par rapport à l'année précédente, un avis qui reste stable par rapport au mois de janvier. Cette perception se répercute sur les perspectives d'investissement : six analystes sur dix considèrent que le moment est défavorable pour investir, une proportion en hausse par rapport au mois précédent (54 %). Pour rappel, Banxico a révisé à la

baisse les prévisions de croissance pour 2025, désormais estimée à 0,8 % du PIB, contre 1,7 % précédemment. Cette correction s'explique par un climat économique incertain, marqué notamment par les tensions commerciales avec les États-Unis et une baisse des flux d'investissement. En outre, après une chute historique de 34 % des nouveaux investissements directs étrangers en 2024, ce sont 60 Mds USD de projets d'investissements qui, selon le *Consejero Coordinador Empresarial* (CCE), l'équivalent du MEDEF, seraient actuellement paralysés du fait de l'incertitude générée par les nombreux changements de mesures tarifaires.

Après trois mois de décélération, l'inflation aurait rebondi en février pour atteindre 3,77 % g.a., mais resterait dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % ± 1). L'inflation a réintégré la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (Banxico) en janvier, avec un taux de 3,59 % g.a., une première depuis quatre ans. La composante sous-jacente de l'inflation, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, a affiché un taux de 3,65 % en février, légèrement inférieur au taux de 3,66 % de janvier. En son sein, l'inflation de services (4,64 % g.a.) reste nettement supérieure à l'inflation des marchandises (2,75 % g.a.). L'inflation non sous-jacente a de son côté accéléré, passant de 3,34 % g.a. en janvier à 4,08 % g.a. en février, tirée à la hausse par le prix des produits de l'élevage (+10,53 % g.a.) tandis que les prix des fruits et légumes continuent de baisser (-5,54 % g.a.). Compte tenu des risques à la hausse pour les perspectives d'inflation, Banxico pourrait recalibrer sa politique monétaire, après une baisse de 50 points de base (pdb) en février 2025, et revenir à des baisses de taux plus prudentes de 25 pdb comme cela a été le cas tout au long de l'année 2024. Pour rappel, la prochaine décision de politique monétaire aura lieu le 27 mars.

Dans le cadre de la lutte du gouvernement américain contre les cartels de la drogue mexicains, le *Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN) du Département du Trésor américain a pris des mesures pour renforcer la répression des flux financiers illicites transitant par le système financier américain. Le 11 mars, le FinCEN a émis une ordonnance de ciblage géographique (*Geographic Targeting Order* - GTO) visant à intensifier la lutte contre les activités illicites et le blanchiment d'argent des cartels basés au Mexique et des autres acteurs criminels opérant le long de la frontière sud-ouest des États-Unis. Il s'agit de la première mesure prise par le FinCEN à la suite de la désignation par le Trésor américain de 6 cartels de la drogue basés au Mexique comme des organisations terroristes en février dernier. Le GTO exige que toutes les entreprises de services monétaires situées dans 30 codes postaux de Californie et du Texas, à proximité de la frontière mexicaine, fassent des déclarations de transactions monétaires (*Currency Transaction Reports*) lorsqu'elles enregistrent des transactions en espèces dont le montant est compris entre 200 et 10 000 dollars. La mesure s'appliquera à des entreprises telles que Western Union, MoneyGram ou Wise, qui participent activement aux envois de fonds (*remesas*) des États-Unis vers le Mexique. En parallèle, le gouvernement mexicain se prépare à l'évaluation par le GAFI des efforts déployés par le pays pour

lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qualifié de « *priorité pour l'État* » par le nouveau ministre des Finances, Edgar Amador Zamora.

Sectoriel

Près d'un quart des exportations de l'industrie automobile ne seraient pas couvertes par l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC ou USMCA). Suite à la suspension jeudi 6 mars des droits de douane généralisés de 25 %, à l'exception des produits non couverts par le T-MEC, le ministre de l'Economie mexicain Marcelo Ebrard a affirmé que 90 % des exportations mexicaines vers les Etats-Unis rentraient dans le champ d'application de l'accord de libre-échange. Cependant, au sein du secteur automobile, 23,7 % des exportations mexicaines vers les Etats-Unis se réaliseraient en dehors de celui-ci. Ce secteur est donc particulièrement vulnérable, puisque près d'un quart de ses exportations vers le voisin américain, qui ne remplissent pas les critères du T-MEC relatifs au contenu régional, seraient soumises à des droits de douane de 25 %.

L'entreprise Sempra Infraestructura América Latina a annoncé un investissement de 3,55 Mds USD dans deux projets énergétiques en Baja California. Ces infrastructures, qui devraient être opérationnelles au premier trimestre 2026, pourraient entraîner la création de 18 750 emplois directs et indirects. Le premier projet, Energía Costa Azul LNG à Ensenada, est un gazoduc de 216 kilomètres, tandis que le second, Parque Eólico Cimarrón à Tecate, est un parc éolien qui permettrait de générer de l'électricité propre pour plus de 170 000 foyers. Selon Tania Ortiz Mena, la présidente de Sempra Infraestructura, en investissant « *dans le transport, la distribution, le stockage, la liquéfaction de gaz naturel et les énergies renouvelables* », l'entreprise vise à « *approfondir la transition énergétique, à renforcer la sécurité énergétique et à générer de la prospérité partagée* ».

Les Opérateurs de Réseaux Mobiles Virtuels (OMVs) font pression sur les profits des opérateurs traditionnels Telcel, AT&T et Telefónica Movistar en 2024. Le nombre d'utilisateurs d'OMVs a augmenté de 59 % en 2024 tandis que les opérateurs traditionnels enregistrent une hausse de seulement 2 % en moyenne. Les trois plus grandes entreprises de télécommunications mobiles au Mexique (América Móvil qui comprend notamment Claro, Telcel et Telmex, AT&T, et Telefónica Movistar) ont totalisé 17,8 Mds USD de revenus en 2024, en modeste hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. C'est le chiffre le plus bas depuis la pandémie de COVID-19. Parmi ces opérateurs traditionnels, AT&T enregistre le meilleur résultat avec 3,4 % de croissance de ses revenus, tandis que Telcel – acteur majeur avec 55 % de part de marché – connaît une croissance de seulement 2,3% et Telefónica Movistar une contraction de 5,2 %. Cette modeste croissance chez les opérateurs traditionnels peut s'expliquer par la montée en puissance des OMVs – tels que Bait ou Mega Móvil - qui proposent des tarifs très compétitifs. Ces

derniers représentent désormais 14,9 % du marché des lignes mobiles au Mexique, devant Telefónica Movistar (13,8 %) et se rapprochant de AT&T (15,5 %).

Finances publiques

Rogelio Ramírez de la O, qui était à la tête du ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) depuis 2021, a présenté sa démission à la présidente Claudia Sheinbaum et a été remplacé par Edgar Amador Zamora, déjà vice-ministre de la SHCP. La présidente C. Sheinbaum avait demandé l'année dernière à R. Ramírez de la O et à une partie de son équipe de rester à la SHCP pour relever le défi d'impulser l'assainissement budgétaire alors que celui-ci avait déjà exprimé son intention de quitter ses fonctions. Diplômé en Economie de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM) et du *Colegio de México*, E. Amador Zamora a dirigé le ministère des Finances de la Ville de Mexico et a occupé, avant son entrée à la SHCP, la fonction de conseiller auprès de Victoria Rodríguez Ceja, la Gouverneure de la Banque centrale du Mexique (Banxico). Le renforcement des finances publiques, après un creusement de déficit public à 5,7 % du PIB en 2024, ainsi que la création de conditions favorables à la croissance et à l'investissement, sont les tâches qui incomberont au nouveau ministre, conformément aux attentes du secteur privé, a déclaré le Conseil de coordination des entreprises (CCE), l'équivalent du MEDEF. C. Sheinbaum a précisé que R. Ramírez de la O soutiendrait désormais son gouvernement en tant que conseiller économique international.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	13/03/2025
Bourse (IPC)	-1,41%	-4,99%	51 963,6 points
Change MXN/USD	-0,99%	19,96%	20,09
Change MXN/EUR	-0,82%	19,64%	21,81
Prix du baril mexicain	2,05%	-13,56%	64,19

Amérique centrale

Costa Rica

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a publié son rapport *Estudios Economicos*, dans lequel sept recommandations fiscales ont été formulées pour renforcer les finances publiques du Costa Rica. Constatant un ralentissement des recettes de l'Etat suite à la réforme fiscale de 2018, le rapport de l'OCDE recommande de (i) supprimer les taux réduits de la TVA, notamment dans les secteurs de l'enseignement privé et de la santé, puisque les dépenses fiscales dérivées de ces taux réduits seraient équivalentes à 2,2 % du PIB ; (ii) supprimer les exonérations de l'impôt sur le revenu pour les coopératives ; (iii) réduire les charges sociales (actuellement les charges salariales représentent 37 % des coûts salariaux, dont 72 % sont couverts par les employeurs) en transférant cette responsabilité à des entités telles que l'Institut national d'apprentissage (INA) et le Fonds de développement social et d'affectation familiale (Fodesaf) afin d'encourager l'emploi tout en réduisant le coût du travail ; (iv) améliorer la collecte de l'impôt foncier ; (v) simplifier le système fiscal en réduisant la fragmentation

dans le paiement des taxes et dans le système de recouvrement afin d'améliorer l'efficacité et de diminuer l'évasion fiscale ; (vi) assurer une équité fiscale en supprimant les exceptions à l'impôt sur le revenu des ménages ; (vii) mettre en place un système de tarification du carbone pour encourager la réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en générant des revenus supplémentaires pour l'État. Selon les estimations de l'OCDE, l'adoption de ces réformes pourrait augmenter les recettes fiscales de 2,1 % du PIB, même si le pays reste confronté à des défis importants. Pour rappel, en 2024, la dette publique du Costa Rica s'élevait à 60 % du PIB.

Banco de Costa Rica (BCR) est devenu signataire des Principes pour une banque responsable des Nations unies (ONU), qui vise à aligner le secteur bancaire mondial sur les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat. Plus de 300 banques dans le monde, représentant environ 40 % des actifs bancaires mondiaux, ont déjà adhéré à ces principes pour renforcer leur engagement en faveur d'une finance durable. Ces principes fournissent un cadre pour intégrer la durabilité dans les stratégies bancaires en s'appuyant sur la bonne gouvernance, la transparence, la responsabilité et l'impact sur les clients. BCR pourrait ainsi collaborer avec les autres banques signataires et l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE FI) afin d'intégrer la durabilité au cœur de ses activités, d'identifier et de mesurer l'impact environnemental et social de ses opérations.

El Salvador

L'investissement au Salvador du producteur d'énergies exclusivement renouvelables Neoen s'élève à 300 M USD sur dix ans. Au cours de cette période, la société a atteint une capacité d'exploitation de 255 mégawatts. Neoen participe au Marché Électrique Majoritaire depuis 2017 et représente actuellement environ 70 % de la capacité solaire sur le marché et 100 % du stockage en batterie dédié à la fourniture d'un service de secours au système. La société a développé, financé et exploite deux centrales solaires - Capella (140 MWp) et Providencia (101 MWp) - ainsi que deux systèmes de batteries à grande échelle totalisant 14 mégawatts (MW) et 11 mégawattheures (MWh) au sein de ses centrales solaires, technologie introduite en 2020 dans le pays selon un communiqué de l'entreprise. Neoen estime que les batteries réduisent les émissions de CO₂ de 5 000 tonnes métriques par an, en évitant l'entretien des centrales électriques alimentées par des combustibles fossiles. L'entreprise prévoit de continuer à investir dans des projets solaires et de batteries, avec un portefeuille de projets en cours de développement, à différents stades de maturité.

Guatemala

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) a acheté 100 M USD en une journée sur le marché des changes pour maintenir la stabilité du quetzal guatémaltèque face au dollar. Álvaro González Ricci, président de Banguat, a expliqué que la participation de la Banque centrale au marché institutionnel des changes répond à l'activation de la règle de participation, activée par les déclencheurs de volatilité. Il a ajouté que le taux de change avait généralement tendance à s'apprécier aux deux premiers trimestres de chaque année, étant donné que les entrées de devises étrangères par le biais des envois de fonds des familles (*remesas*) et des exportations étant plus importantes que les importations. Depuis le début de l'année, Banguat a acheté 551,5 M USD et vendu 164,0 M USD.

L'appel d'offres PEG-5, qui pourrait attirer jusqu'à 3 Mds USD, constituerait le plus gros investissement dans l'histoire du secteur de l'électricité guatémaltèque. Il s'agit du cinquième appel d'offres pour des contrats à long terme d'une durée maximale de 15 ans qui permettront de couvrir la demande d'électricité des distributeurs *Empresa Eléctrica de Guatemala, S. A. (EEGSA)* et *Energuate (Deocsa et Deorsa)* à partir de 2030, dans le cadre du plan d'expansion de la production (PEG), connu sous le nom de PEG-5. L'appel d'offres pour la fourniture de 1 400 mégawatts (MW) du PEG-5 sera lancé en avril ou en mai de cette année et l'on s'attend à ce qu'environ la moitié de cette puissance soit produite à partir de gaz naturel. Ce nouvel appel d'offres pourrait ainsi générer des investissements de l'ordre de 2,5 à 3 Mds USD. Par ailleurs, un appel d'offres est en cours de préparation pour l'extension du réseau de transport d'électricité du pays. En additionnant les investissements estimés dans la production et la transmission, ainsi que ceux à réaliser dans la distribution, le montant estimé se situe entre 3,5 et 4 Mds USD.

Honduras

L'Empresa Nacional de Energía Eléctrica (ENEE) a attribué un système de stockage d'énergie par batterie de 75 MWh au consortium sino-hondurien Windey-Equinsa. Le ministre de l'Énergie, Erick Tejada, a déclaré que sur les six offres évaluées, a été choisie la plus basse, qui répondait à toutes les exigences techniques. La proposition du consortium Windey-Equinsa s'élevait en effet à 50,2 M USD, soit l'équivalent de 1,3 Md Lempiras au taux de change actuel. D'autres propositions ont été faites par Empresa Electric Solar, pour 87,3 M USD avec une offre alternative de 78,8 M USD; tandis que Representaciones Mecánico Eléctricas a offert 76,8 M USD avec une offre alternative de 73,8 M USD. Un autre consortium de capitaux chinois, Amarateca (Sinohidro-SEL), a proposé 74,1 M USD et le consortium Amergy a offert 98,6 M USD. Le ministre E. Tejada a indiqué que le consortium sino-hondurien Windey-Equinsa sera chargé du contrat pour l'étude, la conception, la fourniture, l'installation, les essais et la mise en service d'un système de stockage d'énergie par batterie connecté au réseau (BESS) d'une capacité de 75 MW/MWh à la sous-station d'Amarateca de l'ENEE.

Nicaragua

Le Nicaragua accorde une nouvelle concession minière à une entreprise chinoise, la 20ème en deux ans pour les miniers chinois. Le gouvernement nicaraguayen a accordé une concession minière à ciel ouvert à l'entreprise chinoise Brother Metal S.A pour 2 300 ha dans le lot appelé « Polígono IH », dans le département de Chinandega, à la frontière avec le Honduras. Avec cette concession, le gouvernement nicaraguayen aurait accordé quatre lots à la même entreprise depuis février 2025, pour un total de 33 872,63 ha. Au total, l'exécutif nicaraguayen aurait accordé 20 concessions minières à des entreprises chinoises au cours des deux dernières années, dont plus de la moitié à l'entreprise Nicaragua Xinxin Linze Mining Group S.A., faisant de la Chine le second partenaire minier du pays. Le principal partenaire minier du Nicaragua reste toutefois le Canada, principalement à travers Calibre Mining et sa filiale Desarrollo Minero de Nicaragua S.A. (Desminic S.A.). Rien qu'entre 2022 et 2024, le consortium a obtenu 11 concessions, représentant plus de 335 000 ha. Le secteur étant en pleine expansion, les exportations minières du Nicaragua s'élevaient à 1, 2 Md USD en 2024, soit une augmentation de 20,1 % g.a., selon la Banque centrale du Nicaragua.

La Banque Centrale du Nicaragua (BCN) maintient son taux d'intérêt directeur à 6,25 %. Cette décision répondrait à la dynamique des taux d'intérêt sur les marchés internationaux et aux conditions monétaires locales, conformément à l'objectif de la BCN de garantir la stabilité de la monnaie et le développement correct des paiements internes et externes. De même, l'entité financière a informé que les taux appliqués aux guichets Repo Monétaire et Dépôt Monétaire resteront à 7,5 % et 5 %, respectivement, pour les transactions au jour le jour sans maintien de la valeur.

Panama

Le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) panaméen estime le déficit public¹ à 7,35 % du PIB fin 2024. Le déficit se serait donc aggravé par rapport à la même période en 2023, lorsqu'il était estimé à 3,93 % du PIB. D'après la Bank of America (BoFA), le besoin de financement atteindrait 8 Mds USD pour l'exercice budgétaire 2025. Pour répondre à ces besoins de financement, l'État aurait notamment approuvé un prêt non garanti d'environ 1,3 Md USD auprès de Merrill Lynch International, une filiale de la BoFA. Par ailleurs, celle-ci anticipe une émission d'obligations d'Etat sur les marchés financiers à hauteur de 3 Mds USD. Le gouvernement avait déjà autorisé début février la mise en place de structures de financement avec plusieurs entités financières internationales ou locales, pour un montant cumulé pouvant atteindre 6 Mds USD. Pour 2025, le gouvernement prévoit une réduction du déficit à 3,9 % du PIB, tandis que la BoFA l'estime plutôt à 4,5 %.

¹ Déficit du secteur public non financier (SPNF)

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a annoncé des investissements à hauteur de 8 Mds USD sur la prochaine décennie. Ces fonds pourraient être alloués à des projets visant à améliorer l'efficacité de la route interocéanique. Parmi eux figure la construction d'un réservoir d'eau sur le Rio Indio, un mégaprojet estimé à 1,5 Md USD, destiné à assurer l'approvisionnement en eau douce du canal ainsi que la consommation humaine. S'ajoute également le renforcement d'un corridor logistique terrestre le long des rives du canal pour le transport de marchandises, ou encore la construction d'un gazoduc pour le transport du gaz de pétrole liquéfié, que le gouvernement considère stratégique pour le commerce international, et pour le Panama.

Selon l'Institut de la Statistique et du Recensement panaméen (INEC), les exportations panaméennes auraient atteint 76,9 M USD en janvier 2025, soit 22,3 % de plus qu'en janvier 2024. La banane demeure le principal produit exporté, représentant 17,8 % des exportations totales en janvier, suivie par les crevettes congelées (13,4 %). Ces chiffres reflètent la tendance observée depuis la fermeture de la mine de cuivre, qui dominait auparavant les exportations du pays avec 74 % des exportations totales en 2023. En 2024, la banane est devenue le premier produit exporté, représentant 16,3 % des exportations selon l'INEC, tandis que les crevettes congelées occupaient la deuxième place avec 10,4 %. Selon l'Association panaméenne des exportateurs, le pays aurait un grand potentiel pour augmenter les exportations d'ananas, de poisson, de cacao et de café.

Caraiïbes

Cuba

La production de sucre s'effondre à Cuba. Après une chute importante de la production de sucre depuis plusieurs années et un retard majeur dans le démarrage de la récolte de 2025, la filière du sucre se trouve dans une situation préoccupante. En 2024, la production de sucre a diminué de 60 % : à peine 160 000 tonnes de sucre ont été produites cette année, contre un objectif fixé de 412 000 tonnes. Une chute inédite, conséquence directe du manque de carburant, de pièces de rechange pour le matériel agricole et de financement. La situation pourrait ne pas s'améliorer en 2025. En effet, en janvier, sur les 14 usines qui devraient participer à la production de sucre, seule 6 étaient opérationnelles et le volume de canne broyée n'atteignait que 25% du chiffre prévu. La production de sucre atteint, pour sa part, 21 % des prévisions. Pour rappel, l'industrie sucrière cubaine a constitué pendant longtemps l'élément moteur de l'économie du pays. Après presque une décennie (1980-1990) d'une récolte moyenne annuelle proche de 7 M de tonnes, la production a commencé à baisser de manière continue à partir de 1992.

République Dominicaine

Le peso dominicain affiche une dépréciation de 5,82 % sur la période interannuelle 2024-2025, un taux inférieur à celui d'autres monnaies latino-américaines. En comparaison, l'Argentine a enregistré une dépréciation de 20,26 %, le Mexique de 16,62 % et le Brésil de 15,3 %. En 2024, le pays a enregistré une dépréciation de 5 %, une variation inférieure à la moyenne prévisionnelle de 6,5 % de la Banque centrale. Sur les deux premiers mois de 2025, la dépréciation cumulée a atteint 1,9 %, principalement en raison de la demande saisonnière de devises étrangères par les entreprises importatrices de marchandises et de l'incertitude accrue des marchés mondiaux. Malgré cette dépréciation, l'économie dominicaine affiche des performances solides. En 2024, les revenus en devises ont atteint 43,5 Mds USD, soutenus par une hausse des transferts de fond (10,8 Mds USD, + 5,9 % g.a.), des exportations totales (+7,0 % g.a.) et du tourisme (10,9 Mds USD, + 12,6 % g.a.). Les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 4,5 Mds USD, dépassant les 4 Mds USD pour la troisième année consécutive, avec des investissements notables dans les secteurs du transport, de l'immobilier, de l'énergie et du tourisme. Les réserves internationales restent élevées, atteignant 14,9 Mds USD fin février, soit 11,6 % du PIB et 5,4 mois d'importations, dépassant les seuils recommandés par le Fonds monétaire international (FMI). Pour 2025, la Banque centrale prévoit des revenus en devises supérieurs à 45 Mds USD, avec des exportations totales (nationales et zones franches) estimées à 14,8 Mds USD, des revenus touristiques d'environ 11,4 Mds USD et des flux de remises de l'ordre de 10,9 Mds USD. Les IDE devraient atteindre 4,7 Mds USD cette année, couvrant largement le déficit du compte courant projeté à 3,0 % du PIB. Malgré un contexte international marqué par une forte incertitude, la République Dominicaine continue d'afficher une économie stable et résiliente, bénéficiant de flux de devises robustes, de fondamentaux économiques et financiers solides et d'une confiance soutenue des investisseurs internationaux.

Saint-Kitts-et-Nevis

Le secteur de la pêche à Saint-Kitts-et-Nevis aurait atteint un record historique en 2024, générant plus de 7 M USD. Ce chiffre, en hausse par rapport aux 5 M USD de l'année précédente, serait principalement attribué à la pêche récifale et de chalutage de fond, dont les captures auraient augmenté de 60 % en 2024, représentant 77 % des revenus totaux du secteur. Le ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Ressources marines, Samal Duggins, attribuerait ce succès à une gouvernance stratégique et à des investissements dans les infrastructures, les ressources financières et techniques, ainsi que dans le renforcement des capacités des pêcheurs. Il aurait également souligné que cette croissance reflète l'engagement du pays envers le développement économique durable et la résilience de ses pêcheurs.

Sainte-Lucie

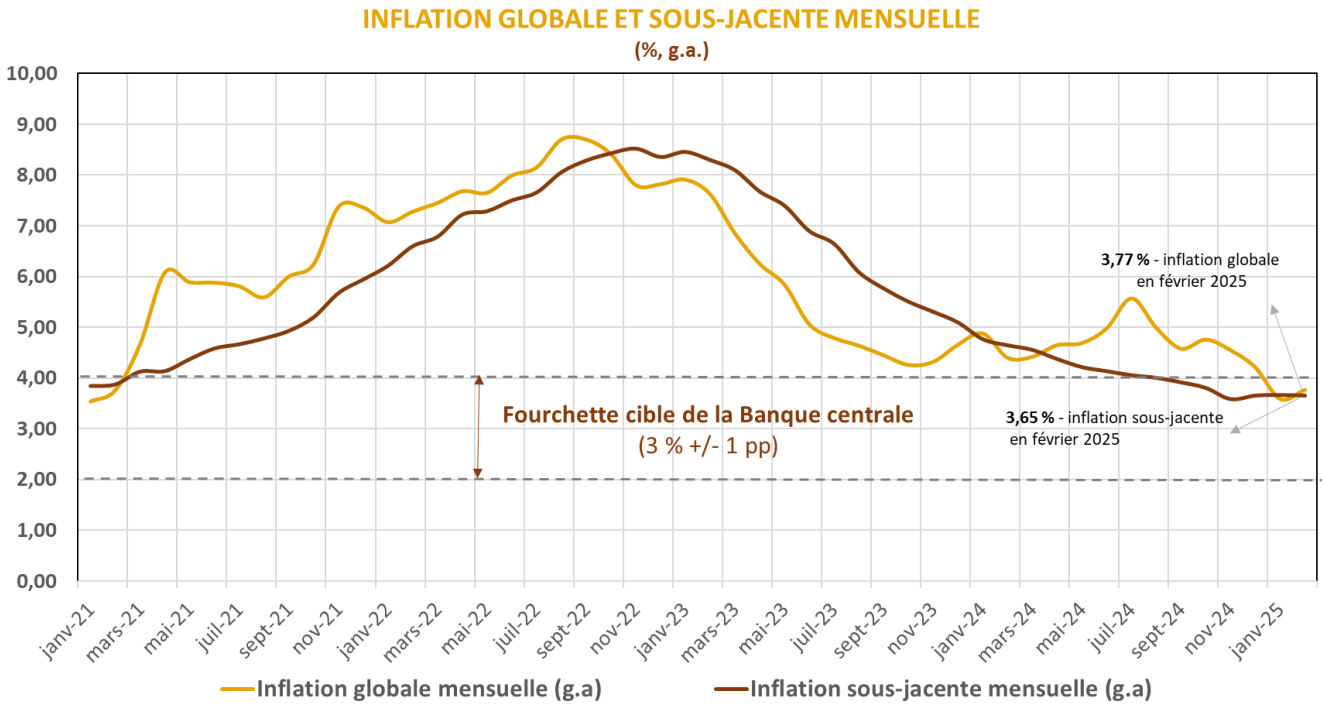
La Banque de développement des Caraïbes (BDC) accorde un prêt de 17 M USD pour moderniser le système éducatif de Sainte-Lucie. Ce projet vise à améliorer la qualité et l'équité de l'éducation en rénovant les infrastructures et en renforçant la formation des enseignants. Ces derniers pourront notamment acquérir une expertise en éducation spécialisée, en soutien psychosocial et en sensibilisation aux questions de genre. Par ailleurs, le financement de la BDC couvrira 56 % du coût total du projet, estimé à plus de 30 M USD. Le gouvernement de Sainte-Lucie contribuera à hauteur de 9 M USD et 4 M USD supplémentaires proviendront du Partenariat mondial pour l'éducation.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

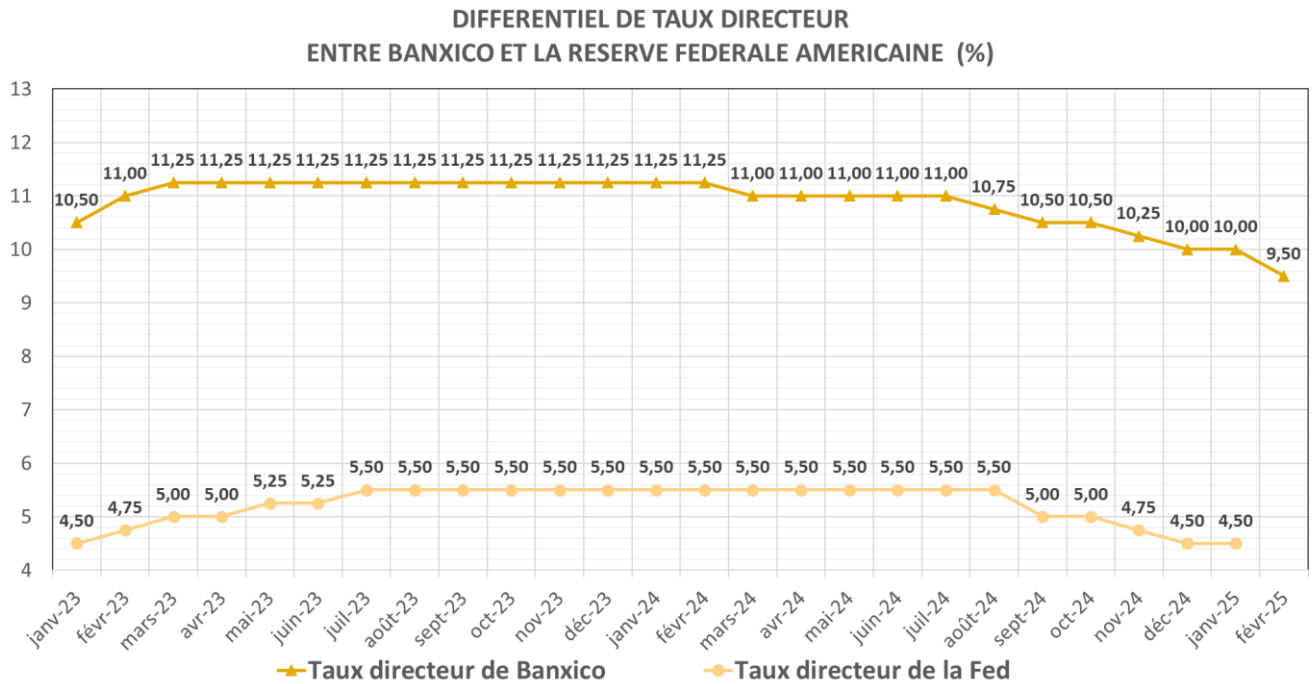
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

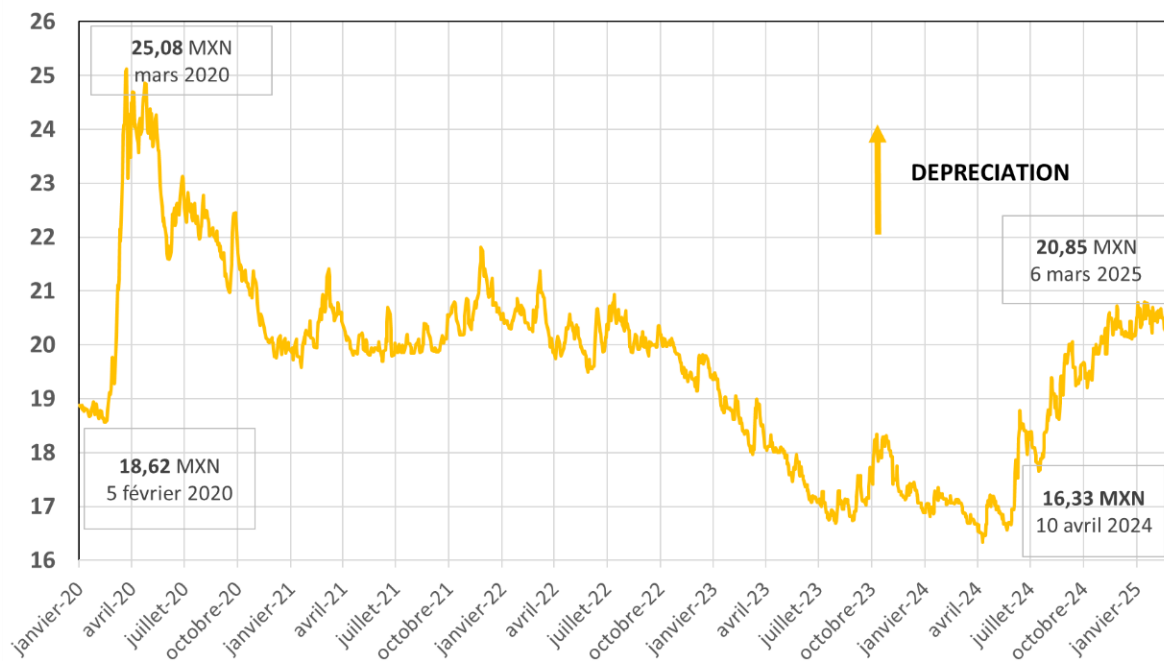


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

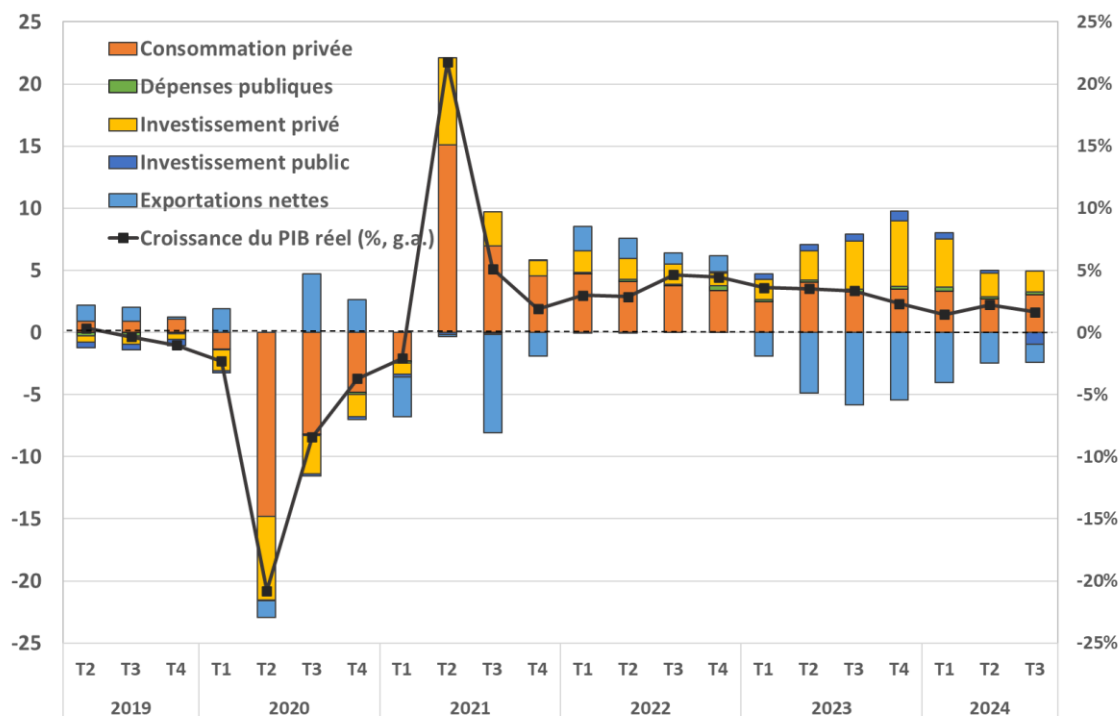
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

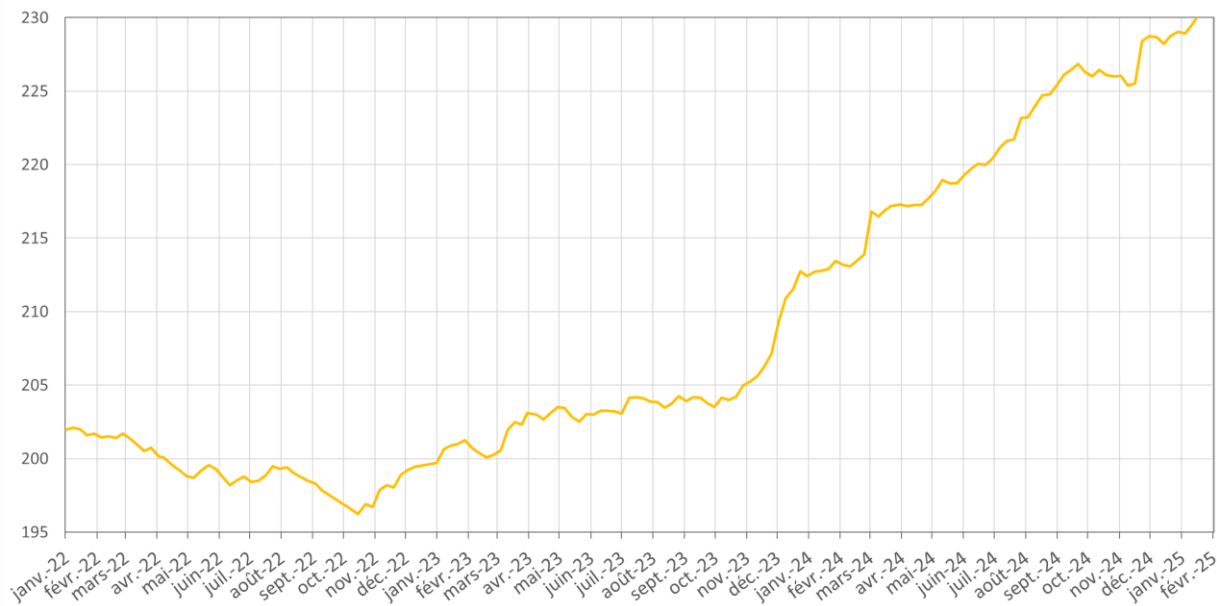
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr